



# SSP LAUSANNE

En deuxième partie de son assemblée générale, la section Lausanne du SSP-Vaud organise une conférence-débat, ouverte à toutes et tous (suivie d'un apéritif)

## **POUVOIR D'ACHAT, SALAIRES ET RENTES QUELLES RÉPONSES SYNDICALES ?**

**AVEC PIERRE-YVES MAILLARD,  
PRÉSIDENT DE L'UNION SYNDICALE SUISSE**

**MARDI 9 MAI À 18H15**

**PÔLE SUD - AV. JEAN-JACQUES MERCIER 3 - SALLE GIBRALTAR**

Cette année, plusieurs secteurs de notre syndicat se sont mobilisés pour la pleine indexation salariale et la perte du pouvoir d'achat des salarié.e.s. En effet, les salaires dans les fonctions publiques vaudoises et communales n'ont pas été indexés à la hauteur de l'inflation et de l'augmentation des charges les plus couteuses pour les salarié.e.s, comme les assurances maladie ou les loyers. Alors que l'Union syndicale suisse (USS) préconisait une augmentation des salaires de 5%, nos salaires n'ont pas suivi cette tendance et dans le meilleur des cas ont été indexés de 3.5%. **Cela représente une baisse de nos salaires et de notre pouvoir d'achat.**

Dans ce contexte, nous vivons de plus une nouvelle attaque contre nos retraites. En effet, le 17 mars dernier, la majorité de droite du Parlement fédéral a adopté la réforme de la prévoyance professionnelle (LPP 21). Les belles promesses faites durant la campagne sur AVS 21

ont vite été balayées : concrètement, LPP 21 prévoit **une baisse des rentes** du deuxième pilier et **une hausse des cotisations**. Selon les calculs de l'USS, la baisse des rentes pourra atteindre 3'240 francs par an. En revanche, pour la place financière comme le montre l'affaire Credit Suisse, les centaines de milliards ne manquent pas.

Payer plus pour toucher moins ? Hors de question ! Syndicats et partis de gauche ont lancé conjointement le référendum afin de faire échouer cette réforme qui appauvrit les retraité.e.s et qui ne profite qu'aux assureurs.

Pierre-Yves Maillard, Président de l'USS nous parlera de ces questions, notamment du référendum contre LPP21 et nous exposera les différents enjeux pour les salarié.e.s. Enfin, nous aurons l'occasion de discuter avec lui des réponses syndicales à apporter à ces attaques inadmissibles.